



DOCUMENT D'OPINION

PLUS PROCHES QUE JAMAIS : MAINTENONS NOS MOUVEMENTS CONNECTÉS ET INCLUSIFS

RÉPONSE DE L'ASSOCIATION POUR LE PROGRÈS DES COMMUNICATIONS À LA PANDÉMIE DE COVID-19

RÉSUMÉ

L'accès à l'internet est vital pour lutter au niveau mondial contre la pandémie de COVID-19 de manière informée, coopérative et axée sur les personnes. Il joue un rôle essentiel : il rend les flux d'information possibles, répond aux besoins des communautés en temps de crise, et fait partie intégrante de tous les plans de gestion de catastrophes. Si le virus a fait apparaître en plein jour la gravité des inégalités structurelles dans le monde, les sentiments de communauté et de résilience collective prennent

également un nouveau sens et une nouvelle importance. L'internet fait partie intégrante de cette résilience naissante. C'est pourquoi il est si important de le protéger comme un bien public, et que les droits humains soient respectés en ligne dans toute réponse face à la crise.

Le présent document d'opinion présente les pensées actuelles de l'Association pour le progrès des communications (APC) au sujet de la pandémie. Il identifie un certain nombre de questions importantes étroitement liées qui exigent l'attention des gouvernements, du secteur privé et de la société civile.



APC
ASSOCIATION POUR
LE PROGRÈS DES
COMMUNICATIONS

L'EXCLUSION NUMÉRIQUE VULNÉRABILISE ENCORE PLUS LES POPULATIONS VULNÉRABLES

La pandémie touche le plus durement les populations historiquement marginalisées, vivant en condition de pauvreté et d'exclusion structurelle. Il a été mis en évidence que les inégalités limitent sévèrement les possibilités et capacités des personnes à accéder aux ressources nécessaires pour assurer leur bien-être, et notamment à des services de santé efficaces et à coût abordable.

Cela s'avère particulièrement vrai pour toute personne vivant à l'intersection de diverses formes de discrimination et d'exclusion, notamment lorsqu'elles sont en relation avec la sexualité et le genre. Des normes sociales et culturelles abusives et restrictives se multiplient de manière disproportionnée avec les confinements et les restrictions de tout mouvement. Dans de nombreux pays on reconnaît déjà que les cas de violence domestique à l'égard des femmes et des filles¹ augmentent, ainsi que la violence au sein de la famille à l'égard des personnes de la diversité sexuelle et de genre. Tant les femmes que les personnes de la diversité sexuelle et de genre vont subir le poids des multitâches, entre leur travail professionnel et le travail invisible et non payé dans leurs espaces domestiques et privés, notamment pour prendre soin des enfants et des personnes âgées. Voilà pourquoi nous exhortons les donateurs et les organisations de la société civile à mettre en place une stratégie intentionnelle, ayant pour but de minimiser les préoccupations dues à la nécessité de maintenir un certain niveau de performance.

Les déséquilibres de pouvoir sont de plus en plus flagrants et touchent de manière disproportionnée les groupes victimes de multiples formes de discrimination intersectionnelles. Les communautés n'ayant pas accès à l'internet ou dont la connectivité est limitée sont plus isolées et plus vulnérables, et se retrouvent dans l'incapacité d'avoir accès rapidement aux informations et aux services publics de santé dont elles ont besoin. Cette situation renforcera encore les inégalités économiques et sociales dans l'avenir. De plus, il est également possible que le manque d'accès internet n'exacerbe encore plus un contexte déjà répressif, nocif et inégal pour les femmes et les personnes de divers genres et sexualités.

Il est essentiel que la connectivité internet soit équitable, fiable et à un prix abordable pour avoir accès aux informations importantes et à une assistance de santé en ligne efficace ; cela peut faire la différence entre la vie et la mort. Il faut absolument maintenir la connexion avec la famille, les ami-e-s et personnes aimées, mais aussi pour obtenir un soutien psychologique et psycho-social. La continuité de l'éducation pour les enfants et les adultes, que ce soit au niveau primaire, secondaire ou à l'université, dépend aujourd'hui également de la fiabilité de la connectivité et des appareils. L'internet nous permet de maintenir nos économies par le travail à distance. De façon toute aussi importante, il nous permet, de renforcer les réponses des communautés et des mouvements sociaux, notamment pour s'assurer que les autorités continuent de respecter les droits humains. Partout dans le monde, les artistes ont également mis leur travail en ligne, nous proposant de nouvelles manières d'avoir accès à la production culturelle en ces temps d'isolement social.

Dans les circonstances actuelles, il est nécessaire de concerter les efforts pour que toutes les personnes puissent bénéficier d'un accès efficace à l'internet. Dans l'immédiat et à court terme, il convient de s'intéresser aux obstacles imposés par les coûts et la capacité des données. Il n'est pas difficile pour les fournisseurs de service internet d'adopter et de mettre en place des mesures telles que des exonérations pour certains groupes défavorisés, la baisse des prix d'appareils se connectant à l'internet (téléphones intelligents) et des forfaits de données, ou encore l'élimination des plafonnements pour les données, ou du moins augmenter les lots mensuels de données mobiles ; de telles mesures garantiraient l'accès internet pour la durée du confinement. Les gouvernements devraient inclure le subventionnement de forfaits de données et d'ordinateurs portables dans leurs mesures liées aux stratégies de protection sociale des populations à faible revenu et des professionnel-le-s de la santé pour les assister pendant la crise. Ils devraient également reconnaître l'importance des installations et des lieux de libre accès public en les reprenant en compte dans leurs programmes de connectivité et en investissant dans ces solutions. Il est clair que les pays en développement auront besoin de plus de temps pour universaliser la connectivité dans tous les foyers. Voilà pourquoi l'accès public s'avère une étape importante pour mitiger les effets sociaux et économiques de la crise.

À plus long terme, il est urgent de s'intéresser à la manière d'octroyer un accès internet approprié et à prix abordable pour les communautés. Il faut changer radicalement la politique, la logique et la stratégie employée pour répondre aux besoins des milliards² de personnes des pays développés qui continuent à souffrir de l'exclusion numérique. La première étape consiste à offrir des alternatives au déploiement de

1 Neuman, S. (2020, 6 avril). Global Lockdowns Resulting In 'Horrible Surge' In Domestic Violence, U.N. Warns. NPR. <https://www.npr.org/sections/coronavirus-live-updates/2020/04/06/827908402/global-lockdowns-resulting-in-horrifying-surge-in-domestic-violence-u-n-warns>

2 <https://www.itu.int/en/ITU-D/Statistics/Pages/stat/default.aspx>

l'infrastructure, avec une meilleure couverture dans le pays et des prix plus abordables. Les gouvernements devraient créer des écosystèmes facilitants qui permettent l'émergence et l'expansion de réseaux de petite envergure et d'infrastructures de télécommunications de propriété locale. Les réseaux décentralisés, construits et gérés par les communautés, sont la manière la plus efficace de résoudre l'exclusion numérique dans les zones encore isolées des dynamiques sociales et économiques de l'ère du numérique. Les initiatives de mouvements de réseaux communautaires de différentes régions du monde et la régulation mise en place dans certains pays en ce sens posent les bases sur lesquelles se fonder. On trouvera de nombreux exemples de ce type dans le rapport de recherche d'APC Connecter les non connectés.³

Il faut adopter de nouvelles approches pour améliorer tant au niveau individuel que collectif la capacité, l'autonomie et l'auto-détermination de la manière dont les gens se connectent aux technologies et aux espaces numériques. Sans plus attendre, il faut repenser radicalement le rôle de la connectivité et de l'accès internet aux infrastructures numériques si on veut pouvoir apporter de meilleures solutions aux problèmes urgents de la société et à la récession économique due à la pandémie.

Selon APC, l'internet est une ressource publique mondiale et en tant que tel, il devrait être reconnu et régi comme un bien public mondial. Dans le contexte de la pandémie, il convient de renforcer ce caractère public de l'internet et des communs numériques mondiaux, et non de l'affaiblir.

L'IMPORTANCE DE RESPECTER LES DROITS HUMAINS EN LIGNE

L'internet permet d'échanger des informations vitales et de soutenir les communautés en temps de crise. Il fait également partie intégrante de toute réponse d'urgence à la pandémie. Certaines réactions de gouvernements face à la pandémie ont toutefois révélé des failles qui touchent les fondements mêmes des sociétés démocratiques. Les principes fondamentaux des droits humains ont besoin d'être renforcés et non écartés en ces temps de stress social mondial. C'est en ce sens que l'internet doit être protégé comme bien public,

3 Bidwell, N., & Jensen, M. (2019). *Bottom-up Connectivity Strategies: Community-led small-scale telecommunication infrastructure networks in the global South*. APC. <https://www.apc.org/en/pubs/bottom-connectivity-strategies-community-led-small-scale-telecommunication-infrastructure>

et comme outil favorisant ces droits. Les urgences de santé publique ne doivent pas servir d'excuse ou de justification pour restreindre arbitrairement les libertés et normaliser ces restrictions. Au contraire, seuls des cadres institutionnels plus forts permettront de préserver les valeurs démocratiques au moment de sortir de la crise. Comme le soulignent les experts des droits humains des Nations Unies, les restrictions adoptées « devraient être formulées avec précision et protéger la santé publique de la manière la moins intrusive possible. »⁴

Au cours de la pandémie, les coupures et interruptions dans l'accès internet ne pourront être justifiées sous aucune circonstance,⁵ même pour maintenir l'ordre public et la sécurité nationale. Dans le monde actuel, cela reviendrait au même que couper l'électricité. Perturber complètement ou partiellement l'accès, comme par exemple ralentir le flux internet, risque fortement d'exacerber les risques pour les communautés. Il est essentiel de garantir l'accès à des informations récentes et utiles et de permettre de se connecter à d'autres personnes pour demander de l'aide en cas d'urgence, non seulement pour « faire baisser la courbe » du virus, mais aussi pour sauver des vies humaines.

Certains gouvernements se servent des technologies numériques pour élargir la portée des tests et le suivi des contacts et ainsi faire baisser cette courbe. Que les technologies soient utilisées dans le but de mieux sensibiliser les populations sur les risques et la gravité de la situation, partager des informations concernant la pandémie, faciliter les diagnostics, signaler des cas suspects ou de faire le suivi des personnes ayant contracté le virus,⁶ il est vital de s'assurer que les critères de nécessité et de proportionnalité sont respectés dans l'utilisation de ces technologies et ainsi, protéger l'exercice des droits humains.

Les cadres juridiques de protection des données de la plupart des pays considèrent que les informations relatives à la santé sont des données sensibles, confidentielles et personnelles, et devraient donc faire l'objet de protections qui empêchent

4 HCDH. (2020, 16 mars). COVID-19: les États ne doivent pas abuser des mesures d'urgence pour réprimer les droits de l'homme – Experts de l'ONU. <https://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=25722&LangID=E>

5 Voule, C. N. (2019). Report of the Special Rapporteur on the rights to freedom of peaceful assembly and of association. https://www.ohchr.org/Documents/Issues/FAssociation/A_HRC_41_41_EN.docx

6 APC & Derechos Digitales. (2019). Ecuador: Surveillance technologies implemented to confront COVID-19 must not endanger human rights. <https://www.apc.org/es/pubs/ecuador-las-tecnologias-de-vigilancia-en-contexto-de-pandemia-no-deben-poner-en-riesgo-los>; CIPESA. (2020, 27 mars). Covid-19 in Africa: When is Surveillance Necessary and Proportionate? <https://cipesa.org/2020/03/covid-19-in-africa-when-is-surveillance-necessary-and-proportionate>

leur utilisation de manière discriminante ou à des fins illégitimes. Des informations relatives à la portée des mesures mises en place par les gouvernements devraient être communiquées à la population en quantité suffisante, de même que les protocoles à adopter pour empêcher tout accès et toute utilisation illégitime d'informations par des tiers – que ce soit par l'administration publique ou non.⁷

Le secteur privé a également l'obligation de garantir que l'adoption rapide de ses applications pour les communications sociales, éducatives et professionnelles, ainsi que l'augmentation de l'utilisation des médias sociaux pendant le confinement, ne sont en aucun cas utilisées comme outils de surveillance.⁸ La vie privée et la sécurité des personnes doivent être correctement préservées.

Les contrôles restrictifs de contenus sont susceptibles de faire augmenter le stress social pendant une pandémie mondiale, avec des effets négatifs sur les droits à la liberté d'expression et l'accès à l'information. Les professionnel-le-s des médias, comme les journalistes et les blogueurs et blogueuses, jouent un rôle essentiel pour partager les informations relatives à la santé et s'assurer que les autorités répondent de leurs actes lorsqu'elles mettent en place des restrictions sociales pendant les périodes de confinement national. Ces personnes doivent avoir la capacité de rapporter librement l'évolution de la pandémie, et ne devraient pas être censurées en ligne.

Les gouvernements doivent garantir que les procédures légales à l'encontre des personnes présumées coupables de violation des mesures d'urgence respectent les principes de procédure équitable et les normes internationales relatives aux droits humains, et qu'elles sont menées avec compassion et empathie. Ils devraient favoriser les pratiques en matière de vérification de l'information, plutôt que de supprimer ou censurer des contenus, voire criminaliser la désinformation.

L'utilisation de plus en plus fréquente de l'intelligence artificielle et des systèmes automatisés de prise de décision sur les plateformes pendant la crise⁹ pourrait également avoir des répercussions négatives sur les populations vulnérables ou marginalisées. Il se peut que tant l'accès à des informations

essentielles visant à réduire les risques de contagion que la liberté d'expression ne soient affectées par ces outils automatiques de modération de contenus et de fermeture de comptes. Les politiques et procédures de modération de contenu des entreprises devraient être guidées par défaut par les lois relatives aux droits humains. Ce sont les principes¹⁰ de responsabilité, de transparence, de décisions non arbitraires et de processus d'appel efficaces, entre autres, qui devraient guider la modération des contenus pendant la crise.

Le « travail fantôme » caché derrière les légendes des images, les traitements de texte et la modération de contenus, souvent sous-traité et réalisé par des travailleurs et travailleuses de pays en développement,¹¹ est également devenu une question importante. Des modérateurs et modératrices de contenu employé-e-s par des plateformes de médias sociaux ont signalé¹² avoir été contraint-e-s de se rendre à leur bureau pendant la pandémie. Comme APC l'a déjà déclaré, il faut reconnaître que la modération de contenu est un travail sous-valorisé, sous-traité et souvent féminisé.¹³ Les droits du travail des modérateurs et modératrices de contenu, et notamment leur droit à travailler dans un environnement sûr et sain, doivent être respectés pendant la pandémie.

La pandémie a mis en danger des vies au-delà des races, des classes sociales, du genre et de l'ethnicité. Il est malheureux de voir la recrudescence des messages racistes et islamophobes dans les espaces en ligne de certains pays,¹⁴ jetant l'opprobre sur certaines communautés pour avoir soi-disant partagé le virus. Tant les médias en ligne que traditionnels, les acteurs politiques et les acteurs non-étatiques ont eu recours à des incitations à la haine dans ces pays, engendrant la perte de vies humaines et un sentiment d'insécurité. Les États et le secteur privé doivent prendre des mesures

7 Voir par exemple: Access Now. (2020). *Recommendations on privacy and data protection in the fight against COVID-19*. <https://www.accessnow.org/cms/assets/uploads/2020/03/Access-Now-recommendations-on-Covid-and-data-protection-and-privacy.pdf>

8 Wakefield, J. (2020, 2 avril). Zoom boss apologises for security issues and promises fixes. *BBC*. <https://www.bbc.com/news/technology-52133349>

9 Kayyali, D. (2020, 19 mars). As content moderators go home, content could go down. *WITNESS*. <https://blog.witness.org/2020/03/as-content-moderators-go-home-content-could-go-down>

10 <https://santaclaraprinciples.org>

11 Raval, N. (2019). Automating informality: On AI and labour in the global South. In A. Finlay (Ed.), *Global Information Society Watch 2019: Artificial intelligence: Human rights, social justice and development (Monitor mundial sobre la sociedad de la información 2019: Inteligencia artificial: derechos humanos, justicia social y desarrollo)*. APC et ARTICLE 19 <https://www.giswatch.org/node/6202>

12 Biddle, S. (2020, 12 mars). Facebook Contractors Must Work in Offices During Coronavirus Pandemic – While Staff Stay Home. *The Intercept*. <https://theintercept.com/2020/03/12/coronavirus-facebook-contractors>

13 Namita. (2019, 23 septembre). Are we any better at judging right from wrong? Automation in content moderation. *GenderIT.org*. <https://www.genderit.org/articles/are-we-any-better-judging-right-wrong-automation-content-moderation>

14 Equality Labs. (2020, 7 avril). #StopCOVIDIslamophobia: COVID-19 Appeal Letter. <https://medium.com/@EqualityLabs/stopcovidislamophobia-covid-19-appeal-letter-c47dd0860ff1>

immédiatement pour répondre à ces formes de violence, conformément au droit international, pour empêcher le durcissement de la marginalisation de certaines personnes et communautés.

RÉPONDRE ET TRANSFORMER SELON UN POINT DE VUE FÉMINISTE

Si notre vie est actuellement régie par les technologies numériques et l'internet, un internet féministe devient donc absolument fondamental.¹⁵ Nous avons besoin non seulement de reconnaître et de soutenir, mais aussi d'écouter activement, réseauter et amplifier le travail individuel et collectif de résistance hyperlocale se produisant dans la rue et sur les autoroutes numériques mondiales de l'internet. En ce moment, même si cela peut sembler loin, l'opportunité nous est donnée de repenser les choses et d'agir dans le sens de la construction et la gestion d'infrastructures, et en faveur du renforcement des réseaux de communication décentralisés. Partout dans le monde, si le confinement lié à la pandémie a dissous de nombreux mouvements de protestations, leurs revendications restent toujours aussi réelles. D'un point de vue féministe, il apparaît que les inégalités structurelles et les dynamiques de pouvoir restent flagrantes en ce qui concerne les infrastructures et l'accès, mais également au sein des communautés, entre celles-ci et au sein de la famille. Autant l'internet est le domaine de la résilience et de la connexion, autant c'est le lieu où la désinformation, les « fausses nouvelles », les groupes ayant une rhétorique fasciste ou raciste, accusent certaines personnes et communautés d'être supposément responsables de la pandémie, et cela peut aller d'attaques envers des femmes trans à des expressions de sinophobie et d'islamophobie, en ligne et sur le terrain. Voilà pourquoi l'importance d'un internet féministe assurant la sécurité de toutes et tous ne peut pas être prise à la légère. Par rapport aux mouvements liés aux droits des femmes, au genre et à la sexualité, dans lesquels APC joue un rôle, nous devons entretenir des relations responsables, fondées sur l'empathie avec les autres et reconnaissant que chacune d'entre nous constitue un nœud essentiel de pouvoir et de résistance. Pour en arriver là, nous devons nous assurer que les ressources soient distribuées parmi l'ensemble des réseaux actuels. Le monde de demain, peu importe quand cela arrivera, est appelé à apporter amour et empathie, à multiplier les voix et les langues, et à avoir un internet bien plus divers et égalitaire que celui dont nous avons hérité.

¹⁵ <https://feministinternet.org>

UNE ATTENTION REVIGORÉE ENVERS L'ACTION CLIMATIQUE ET LES TECHNOLOGIES DURA- BLES POUR L'ENVIRONNEMENT

La crise actuelle et la réduction de la mobilité dans les villes et capitales du monde ont mis en évidence les effets négatifs des économies quotidiennes sur l'environnement et notamment les émissions excessives de carbone et les voyages à échelle planétaire. La quarantaine massive des populations a eu comme conséquence d'améliorer la qualité de l'environnement naturel et on a déjà commencé à observer une récupération de certains écosystèmes. Cela montre combien nous devons nous pencher sérieusement au niveau collectif sur des alternatives aux voyages intensifs et aux réunions en face-à-face pour réduire notre empreinte carbone et son impact sur l'environnement et le climat. Des organisations cherchent d'ores-et-déjà des moyens différents d'interagir, en utilisant l'internet : des cours universitaires sont donnés à distance, des forums et festivals annulés en raison de la pandémie ont lieu en ligne.¹⁶ De telles initiatives, créatives et prometteuses, devraient être soutenues et renforcées.

Il faut également revoir radicalement notre conception du développement durable, en plaçant à l'avenir l'environnement et la santé humaine au cœur de nos stratégies.¹⁷ Les technologies numériques peuvent jouer un rôle pour mitiger les impacts du changement climatique, et contribuer à l'adaptation aux nouveaux défis qui se profilent pour les communautés déplacées et frappées par la crise. L'internet s'avère être également un outil essentiel de l'activisme pour l'environnement, permettant notamment de veiller à ce que les gouvernements et les industries d'extraction rendent des comptes. Mais dans de nombreux domaines, les activistes des droits de l'internet doivent redynamiser leur plaidoyer politique. Il faut par exemple obtenir un accès public illimité aux ensembles de big datas concernant l'environnement, et un accès ouvert aux dernières recherches en matière de santé scientifique et environnementale. Les politiques doivent prendre en compte les effets de la production de masse et de la vente de technologies de consommation à durée de vie limitée (redondances intrinsèques) sur le bien-être humain, le climat et l'environnement. À une époque de dépendance croissante à l'utilisation intensive

¹⁶ Par exemple, le Festival national des arts d'Afrique du Sud a lieu en ligne: <https://www.nationalartsfestival.co.za/news/virtual-naf-announcement>

¹⁷ Tan, J. (2020, 21 mars). What good can come out of the coronavirus? APC. <https://www.apc.org/en/blog/what-good-can-come-out-coronavirus>

des technologies numériques pour des activités de plus en plus variées, y compris le travail à distance, l'éducation et la fourniture de services, il est important de prévoir les impacts sur l'environnement qu'aurait une augmentation de la production d'appareils. Il faut aborder la question de la normalisation, et évaluer les implications sur la santé et l'environnement des plans de déploiement de nouvelles technologies comme les réseaux 5G. Les géants des technologies doivent être tenus responsables des déchets produits par les produits qu'ils vendent. Il faut mettre en place au niveau local des systèmes adéquats de gestion des déchets pour les appareils excédentaires et ce, en amont de tout déploiement massif de technologies ou d'expansion de marché. Le reconditionnement des appareils usagés devrait être réalisé à plus grande échelle pour améliorer l'accès dans les foyers et les communautés. Il convient de trouver un équilibre, même si cela peut être difficile. La pandémie actuelle a montré combien les personnes ont besoin d'avoir accès à des appareils pour interagir, travailler et apprendre, et il se peut qu'elles nécessitent plus d'un appareil par foyer. Si l'accès à l'internet est essentiel pour favoriser les droits humains, cet accès doit pouvoir se faire en toute sécurité, pour la santé humaine comme pour l'environnement.

Nous subissons actuellement des restrictions à une échelle sans précédent. Il n'est pas impossible qu'avec la crise du climat les gouvernements continuent à l'avenir de faire appel au même type de réponse pour gérer les questions sociales et environnementales découlant de l'évolution climatique. La société civile doit rester vigilante envers toute limitation aux droits humains et aux libertés, notamment en matière de défense des écosystèmes et de lutte pour la durabilité écologique ; elle doit également retirer des enseignements de la pandémie actuelle en examinant les raisons pour lesquelles des restrictions aux droits de l'internet apparaissent.

CONSOLIDER L'INCLUSION ET LA CONNECTIVITÉ, ET RENFORCER NOS MOUVEMENTS

APC a toujours reconnu l'immense potentiel de l'internet et des technologies de réseautage numérique pour rapprocher les personnes, et en ce sens, elle a considérablement contribué à créer des mouvements et à les renforcer pour apporter une réelle transformation et maintenir le changement pour la justice sociale et le développement. La pandémie de COVID-19 offre aux mouvements, y compris le mouvement pour les droits numériques, des circonstances extraordinaires sans précédent. Le travail

à distance¹⁸ et les réunions virtuelles sont actuellement les principales méthodes permettant de maintenir la connexion, et il est probable qu'elles restent l'unique moyen possible pendant un certain temps – même si ce sont là des manières essentielles de s'organiser, trouver du soutien et construire la solidarité à travers le monde.

Nous croyons qu'avec la pandémie, en plus de continuer à nous baser sur notre longue trajectoire pour connecter les communautés et les mouvements, nous avons une chance de trouver de nouvelles manières de nous organiser, d'agir sur notre manière d'occuper les espaces numériques et d'utiliser les technologies, d'engendrer des dynamiques de soutien et de *care* collectif et de renforcer notre engagement dans la lutte pour un monde meilleur. Il nous faut penser différemment, identifier de nouvelles opportunités pour améliorer la connectivité, et répondre aux nouveaux défis que posent la communication et le travail à distance. L'établissement de programmes d'action concertés et d'actions collectives est plus que jamais nécessaire.

La manière dont les mouvements féministes, les mouvements pour les droits humains et les mouvements pour l'environnement, entre autres, occupent l'espace numérique sera un facteur déterminant sur la réponse que fournira la gouvernance de l'internet à l'avenir au sujet des déséquilibres de pouvoir. L'inclusion significative et la participation de l'ensemble des parties prenantes continue d'être nécessaire dans les débats sur les politiques de l'internet et dans les processus de prise de décision, à travers des configurations et mécanismes de participation multipartite en ligne. La manière dont nous contestons les structures de pouvoir, la discrimination et les inégalités structurelles tout en favorisant la solidarité mondiale pendant la crise actuelle devrait renforcer notre engagement à décoloniser les espaces et technologies du numérique. Nous devons exploiter le pouvoir collectif de nos organisations, nos coalitions et nos mouvements, pour garantir un internet ouvert, libre et féministe ainsi que des sociétés de l'information équitables et inclusives dans les jours à venir.

Alors même que l'humanité traverse cette crise avec des répercussions massives au niveau mondial, APC renouvelle son engagement à travailler pour une utilisation positive et un rôle transformateur de l'internet pour établir des liens et connecter les mouvements, dans le but de contribuer au développement équitable et durable, à la justice sociale et aux processus politiques participatifs. Nous mettrons la priorité tout au long de l'année sur le renforcement des capacités de nos organisations et des communautés avec lesquelles nous travaillons afin

¹⁸ Voir par exemple: <https://www.apc.org/en/node/36145> y <https://twitter.com/jhybe/status/1238116305191878659>

de répondre à la crise en identifiant et en apportant les solutions les plus adaptées aux besoins des personnes les plus défavorisées.

Tout le monde devrait pouvoir avoir confiance en l'internet pour communiquer en toute sécurité, dans le respect de ses informations privées, et pouvoir l'utiliser comme plateforme pour favoriser les droits humains essentiels afin de surmonter les effets de la pandémie. Les gouvernements et les acteurs du secteur privé ont donc un niveau de responsabilité encore plus important pour placer les droits des personnes au cœur de leurs réponses pour contenir la crise et renforcer le rôle de l'internet en le considérant comme un bien public et un espace public. De plus en plus de voix demandent à ce que l'accès internet soit reconnu comme un droit. La pandémie, dans laquelle les grandes entreprises technologiques agissent de plus en plus comme des services essentiels,¹⁹ a montré le besoin d'une participation de toutes les parties prenantes à ce débat visant à garantir que l'intérêt public et les droits des personnes restent les principes directifs des politiques relatives à l'internet et de la gouvernance de l'internet. La pandémie peut être une opportunité de reconnaître la valeur de l'internet pour renforcer l'exercice des droits humains et favoriser les droits des personnes qui ont été exclues.

RÉSUMÉ DES RECOMMANDATIONS SOULEVÉES DANS CE DOCUMENT D'INFORMATION

Face à la pandémie de COVID-19, les gouvernements, les acteurs du secteur privé et la société civile doivent porter leur attention sur les questions suivantes :

- Il est essentiel que les gouvernements respectent les droits humains et que toute limitation à leur encontre soit justifiée, sans porter préjudice aux bases démocratiques des sociétés. Les mesures adoptées en réponse à la crise devraient être proportionnées et éviter de limiter inutilement les droits humains.
- L'internet est une ressource publique mondiale qui devrait être gouvernée en tant que bien public mondial. Dans le contexte de la pandémie, le caractère public de l'internet et les biens communs numériques mondiaux devraient être renforcés et non dégradés.
- Les gouvernements et les acteurs du secteur privé devraient élaborer des stratégies urgentes pour améliorer l'accès internet des communautés exclues du numérique, ou celles dont la connectivité est limitée. À court terme, le prix des données devrait être réduit, les points d'accès public au wifi développés, et les coûts des appareils permettant l'accès internet, réduits ou subventionnés. De même, des directives de politiques devraient soutenir les projets visant à créer rapidement et à plus large échelle des réseaux communautaires.
- Pour que l'internet puisse servir pour la résilience et la connexion, il doit offrir la sécurité à toutes les personnes. Il ne faut donc pas sous-estimer l'importance d'un internet féministe.
- Les donateurs et les organisations de la société civile ont un rôle essentiel à jouer pour mettre en place des stratégies de minimisation du stress que génère la nécessité de fournir un certain niveau de performance tant au niveau professionnel que dans le travail domestique invisible et non payé.
- Le droit à la vie privée doit être respecté dans la mise en œuvre de toute technologie de surveillance et de suivi ainsi que dans les solutions de gestion de la pandémie. Le secteur privé a également l'obligation de garantir que l'adoption rapide de leurs applications se fait dans le respect des données privées, sans aucune surveillance. Toute mesure prise par les gouvernements qui pourrait avoir un impact sur la vie privée doit être communiquée clairement au public.
- La liberté d'expression et l'accès à l'information doivent être préservés. Les coupures de l'internet et toute restriction à l'accès internet ne devraient en aucun cas être considérées comme des réponses acceptables pour contenir la crise. La censure de contenus ou la criminalisation de la désinformation devraient être évitées, tandis que les pratiques de vérification de contenus devraient être encouragées. S'il faut examiner les droits du travail des travailleurs et travailleuses de contenu, il faut également accorder une attention particulière aux restrictions que les outils automatisés de contenus peuvent appliquer à l'accès à des informations liées à la santé et à la liberté d'expression.
- Nous devons revoir radicalement notre conception du développement durable, et ce qu'on peut apprendre de la pandémie en termes de modifications dans notre travail et dans notre comportement social. Il faut redonner une dynamique au plaidoyer de politiques relatives aux technologies de l'information et des communications (TIC) pour encourager les solutions technologiques écologiques pour affronter la crise climatique et environnementale.

¹⁹ The Economist. (2020, 4 avril). Winners from the pandemic: Big tech's covid-19 opportunity. <https://www.economist.com/leaders/2020/04/04/big-techs-covid-19-opportunity?fsrc=scn/tw/te/bl/ed/nersfromthepandemicbigtechscovid19opportunityleaders>

- La manière dont les mouvements féministes, les mouvements pour les droits numériques et les mouvements pour l'environnement, occupent l'espace numérique sera un facteur déterminant pour la réponse que fournira la gouvernance de l'internet à l'avenir au sujet des déséquilibres de pouvoir. L'inclusion et la participation significative de l'ensemble des parties prenantes sont toujours aussi nécessaires dans la crise actuelle.

APC a fait la compilation de diverses ressources, « Protéger les droits humains en ligne en temps de crise: Une série de ressources utiles », accessibles sur : <https://www.apc.org/en/node/36162>



L'internet et les TIC pour le développement et la justice sociale

APC est un réseau international d'organisations de la société civile fondé en 1990 qui est dédié à autonomiser et supporter les personnes travaillant pour la paix, les droits humains, le développement et la protection de l'environnement, à travers l'utilisation stratégique des technologies de l'information et de la communication (TIC).

APC travaille à construire un monde dans lequel toutes les personnes ont accès facilement, également et de façon abordable au potentiel créatif des TIC afin d'améliorer leurs vies et de créer des sociétés démocratiques et égalitaires.

www.apc.org

info@apc.org

PLUS PROCHES QUE JAMAIS : MAINTENONS NOS MOUVEMENTS CONNECTÉS ET INCLUSIFS –
RÉPONSE DE L'ASSOCIATION POUR LE PROGRÈS DES COMMUNICATIONS À LA PANDÉMIE DE COVID-19
AVRIL 2020

ISBN 978-92-95113-20-6 APC-202004-APC-PP-FR-DIGITAL-310

Cette publication est mise à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution
4.0 International (CC BY 4.0))

<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/>